

Immigration : les Européens sur la voie de la fermeté

**QUELQUES
"PAPIERS"
DU FIGARO
DU 17/10/24**

Le durcissement de l'Allemagne a changé la dynamique européenne. À la demande d'une majorité d'États membres, Bruxelles envisage de muscler les procédures de renvoi et d'ouvrir des « hubs de retour » dans des pays tiers.

Le changement de pied allemand, survenu après une série d'attentats et la poussée électorale de l'extrême droite dans plusieurs Länder, a débouché sur un durcissement général à travers l'Europe. Plusieurs États membres ont pris ces dernières semaines des initiatives unilatérales, en ordre dispersé. Mais la majorité d'entre eux recon-

naît la nécessité de davantage de coordination européenne, en particulier pour mieux appliquer les décisions de renvoi des déboutés de l'asile. Alors que l'Italienne Giorgia Meloni met en place un nouveau dispositif d'instruction des dossiers de réfugiés, délocalisé en Albanie, la Commission de Bruxelles reprend l'idée de « hubs de retour ».

→ **FACE À DES ENJEUX EXISTENTIELS, L'EUROPE EN PANNE DE LEADERSHIP**
→ **LA POLITIQUE DURE D'ORBAN GAGNE DU TERRAIN**
→ **PREMIERS TRANSFERTS DE MIGRANTS D'ITALIE EN ALBANIE : « UN MODÈLE À SUIVRE », AFFIRME MELONI**
→ **L'ESPAGNE ENTEND RESTER ACCUEILLANTE** → **BELLAMY : « NOUS AVONS UNE MAJORITÉ POUR ROMPRE AVEC CETTE FUITE EN AVANT MIGRATOIRE »**
PAGES 2 À 6 ET L'ÉDITORIAL

Quand l'Europe se réveille

« **N**ous y arriverons! », proclamait Angela Merkel en lançant son opération « portes ouvertes » aux demandeurs d'asile de Syrie et d'Irak en 2015. Deux millions et demi de réfugiés plus tard, l'Allemagne n'y arrive plus, et l'Europe se réveille avec elle. Reprendre le contrôle de ses frontières est devenu, selon le centriste polonais Donald Tusk, un enjeu de survie « pour la démocratie libérale » sur le Vieux Continent. Pendant dix ans, l'appel d'air allemand a ruiné les efforts des pays en première ligne pour contenir l'immigration. Dans un brutal retour de balancier, Berlin vient de décider le rétablissement des contrôles aux frontières, envisage des procédures d'asile accélérées et des restrictions de l'aide sociale aux migrants. Soumise à la poussée de l'extrême droite aux élections régionales, la coalition de gauche menée par Olaf Scholz voit le danger de l'inaction. La France aussi en a fait l'expérience, aux européennes comme aux législatives. Cela change tout, au moins dans la dynamique politique entre les Vingt-Sept.

Ostracisé pour avoir érigé 175 km de murs barbelés sur sa frontière, puni par la rétention de fonds communautaires et une amende co-

lossale infligée par la Cour européenne de justice, le Hongrois Viktor Orban fait désormais quasiment figure de précurseur. De repoussoir post-fasciste, l'Italienne Giorgia Meloni est en train de s'imposer comme un modèle : Allemands, Français, Suédois et même le travailliste britannique Keir Starmer observent avec intérêt les débuts de son expérience albanaise - l'ouverture de centres de rétention pour y instruire les demandes d'asile.

Orban
précurseur
et Meloni
modèle ?

À l'aube d'un sommet européen largement consacré au sujet, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, invite à « tirer les leçons » de l'accord entre Rome et Tirana, encline à déployer des « hubs de retour » dans des pays tiers. Dans ce nouveau climat, Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, ne craint pas d'être isolé à Bruxelles. Seul le socialiste espagnol Pedro Sanchez fait encore exception, mais jusqu'à quand ? Les arrivées de clandestins, qui ont baissé de 60 % en Italie en un an, ont crû d'autant chez lui. De quoi inciter l'UE à surmonter sa faiblesse intrinsèque : la difficulté à marcher du même pas pour être efficace. ■

L'Union européenne est en quête de « solutions innovatrices » sur l'immigration. Une formule de la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, dans une lettre adressée aux vingt-sept chefs d'État et de gouvernement, réunis en sommet, ce jeudi, à Bruxelles. Parmi les pistes évoquées, la définition de pays tiers « sûrs » vers où renvoyer les migrants, des « centres de retours » hors des frontières de l'UE et même le « protocole » entre l'Italie et l'Albanie pour y soustraire les demandes d'asile... « Il y a beaucoup d'idées; aucune ne se généralise matériellement pour l'instant », observe un diplomate européen.

Un virage répressif dans la doctrine européenne sur les questions migratoires. Charles Michel, le président du Conseil européen, dont c'est le dernier sommet régulier, ne voulait même pas mettre le sujet à l'agenda. Il a dû s'y résoudre, devant la demande pressante de la plupart des États membres. Plusieurs de ces derniers ont pris ces dernières semaines des initiatives unilatérales en ordre dispersé. La majorité d'entre eux reconnaît cependant la nécessité de davantage de coordination européenne. « Il y a un consensus pour que la recherche de solutions nouvelles pour lutter contre l'immigration soit dans l'agenda stratégique de la nouvelle Commission. C'était inconcevable il y a quelques années. Le débat a clairement évolué vers la droite », constate un haut responsable à Bruxelles.

« Il faut éviter la surenchère et la course vers l'extrême droite sur les questions migratoires. La priorité est d'appliquer le Pacte. On n'a pas besoin de mesures supplémentaires »

Valérie Hayer
Présidente
des eurodéputés macronistes

Le revirement de l'Allemagne à la rentrée a accéléré ce changement de paradigme. La réintroduction de contrôles aux frontières et l'expulsion de demandeurs d'asiles, notamment vers l'Afghanistan, décidées par Olaf Scholz, sans prévenir ses partenaires, après l'attentat à l'arme blanche de Solingen, fin août, ont créé un choc. Beaucoup en Europe s'en sont indignés, d'autres s'en sont félicités, comme Viktor Orbán, le premier ministre hongrois, ravi de ne plus faire cavalier seul en la matière. La semaine dernière, au Parlement de Strasbourg, le député du parti d'extrême droite belge Vlaams Belang Tom Vandendriessche se félicitait de voir « l'Allemagne appliquer notre programme ». Et Jordan Bardella applaudissait « la fin du mythe d'une Europe sans frontières ». « L'Allemagne a voulu donner un signal à son opinion publique, mais il faut faire attention à bien calibrer les messages pour ne pas donner l'impression que la libre circulation, un acquis majeur de la

Le tournant répressif de l'Union européenne sur l'immigration

Florentin Collomp Correspondant à Bruxelles

Depuis la reprise des contrôles aux frontières de l'Allemagne, les Vingt-Sept, réunis à Bruxelles jeudi, réclament en ordre dispersé de nouvelles mesures pour durcir les règles, notamment sur les retours.



Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, et Olaf Scholz, le chancelier allemand, le 14 octobre, à Berlin. (DOP/IMAGES/CHRIS EMBL, JANNIEN VIA REUTERS/CONNECT)

construction européenne, a échoué », s'inquiète un diplomate européen.

Le changement de pied allemand a en quelque sorte ouvert les vannes à un durcissement général du ton à travers l'Europe, encouragé par les victoires électorales récentes de l'extrême droite dans plusieurs pays, comme les Pays-Bas ou l'Autriche, ainsi qu'aux régionales en Allemagne. La Hongrie et les Pays-Bas ont signalé en septembre leur intention de ne pas appliquer le Pacte asile et migrations, un ensemble de textes harmonisant la législation européenne sur la question, adopté en mai. Des annonces sans réelle portée, puisque les gouvernements respectifs reconnaissent implicitement qu'ils ne pourront y déroger sans changement de traité, seule voie légale pour s'y soustraire, très improbable. « Il faut éviter la surenchère et la course vers l'extrême droite sur les questions migratoires », plaide la présidente des eurodéputés macronistes Valérie

Hayer. La priorité est d'appliquer le pacte. On n'a pas besoin de mesures supplémentaires. »

La Pologne refuse pourtant elle aussi d'appliquer ce pacte. Et son premier ministre de centre droit, Donald Tusk, un européen convaincu, prédecesseur de Charles Michel à Bruxelles, a semé le trouble ce week-end en annonçant suspendre l'application du droit d'asile par son pays. Il entend ainsi lutter contre les manipulations de la Russie et de la Biélorussie qui envoient à dessein des migrants d'Afghanistan, d'Iran, d'Irak ou de Somalie vers la Pologne. Un coup d'éclat de Tusk pour forcer une discussion stratégique sur le sujet avec ses homologues, considérant que l'état actuel du droit communautaire ne suffit pas à faire face. Varsovie se justifie en rappelant que la Finlande en avait fait autant avant l'éte.

Véritable star européenne sur la question migratoire, la dirigeante post-fasciste du gouvernement italien, Gior-

gia Meloni, arrivera à Bruxelles forte d'avoir mené à bien, la veille, le transfert de 16 premiers migrants interceptés en Méditerranée vers son centre de rétention flambant neuf délocalisé en Albanie. Très courtoise, elle aura un aparté avec Olaf Scholz et Donald Tusk en marge du sommet; Emmanuel Macron n'est à priori pas convié. « Nous allons pouvoir tirer les leçons de cette expérience en pratique », assure Ursula von der Leyen, dans sa lettre au Vingt-Sept. Une sorte de reconnaissance officielle d'une méthode encore jugée inconvenante il y a peu aux yeux de beaucoup, qui faisait l'unanimité contre elle quand le Royaume-Uni tentait de la mettre en place avec le Rwanda. La France ne serait pas hostile à « une discussion ordonnée sur le sujet, dans le respect du droit international et de notre droit », assure un proche d'Emmanuel Macron, refusant toutefois l'idée d'un « modèle rwandais ou italo-albanais ».

Il n'empêche, le consensus s'élargit depuis qu'une quinzaine d'États membres, emmenés par l'Autriche, le Danemark et l'Italie, écrivaient en mai à la Commission, pour réclamer de « nouvelles solutions » pour lutter contre l'immigration irrégulière, dont l'externalisation des demandes d'asile, sur ce modèle. Quatre autres pays se sont ralliés depuis à cet appel. « Le sentiment général pousse à la négociation de partenariats avec des pays tiers afin de leur sous-traiter la gestion des migrations et faire de l'Europe une forteresse. Je ne suis pas sûr que ce soit une solution pérenne. L'Union européenne a déjà dépensé des milliards auprès de la Turquie, de la Tunisie, de l'Égypte ou de la Mauritanie. Cela coûte très cher et on ne sait pas toujours comment l'argent est dépensé », relativise Carmine Conte, chercheur au centre de réflexion Migration Policy Group, à Bruxelles.

« Ce n'est pas une crise migratoire, mais plutôt une crise de la gestion des migrations »

Alberto-Horst Neidhardt
Chercheur au European Policy Centre

Cette offensive politique sur l'immigration clandestine, parfois non dénuée d'intentions électoralistes, tranche avec la réalité des chiffres. Les arrivées illégales dans l'Union européenne atteignent l'an dernier environ un tiers du pic de 1 million en 2015. Selon Frontex, elles ont chuté de 42 % sur les neuf premiers mois de l'année, par rapport à 2023. « Ce n'est pas une crise migratoire, mais plutôt une crise de la gestion des migrations », explique Alberto-Horst Neidhardt, chercheur au European Policy Centre. Les flux se concentrent sur des zones géographiques où les autorités n'ont pas les capacités de faire face, comme les Canaries, en ce moment. » Ils ont bondi de 56 % cette année dans cette direction, tandis qu'ils chutaient fortement de l'Afrique du Nord vers l'Italie.

Le florilège de mesures invoquées par les gouvernements intervient aussi dans une période de transition. Après plus de huit ans de négociations difficiles, le Pacte asile et migrations a été adopté en mai. Mais sa mise en œuvre, qui nécessite 60 textes d'application, des investissements lourds dans des infrastructures physiques et informatiques, n'est pas prévue avant 2026. Trop tard, estiment plusieurs États, dont l'Espagne ou l'Allemagne, qui proposent d'en accélérer la déclinaison. Le ministre de l'Intérieur français, Bruno Retailleau, s'est lui aussi prononcé dans ce sens. À l'Élysée, on se dit « ouvert sur le principe, pour autant que cela ne remette pas en cause les équilibres du pacte ».

En attendant, la Commission propose de remettre au goût du jour une directive dite « retours », bloquée depuis 2018 en raison de l'hostilité du Parlement. Avec le glissement à droite issu des urnes en juin, le terrain semble plus favorable. Ursula von der Leyen entend augmenter le ratio de 20 % des migrants expulsés parmi ceux faisant l'objet d'une procédure de reconduite à la frontière à travers l'UE. ■

Face à des enjeux existentiels, l'Europe en panne de leadership

L'Europe semble plus vulnérable que jamais face aux défis géopolitiques, sécuritaires et économiques. Pourtant, elle apparaît sans voix. Élargissement du conflit au Proche-Orient, poursuite de la guerre en Ukraine, incertitude sur l'allié américain, concurrence industrielle exacerbée entre puissances... Les sujets qui appelleraient des réponses robustes du Vieux Continent ne manquent pas. Or, l'Europe apparaît parfois aux abonnés absents, au mieux divisée sur des sujets existentiels pour son propre avenir et encaimée dans ses propres processus institutionnels.

Les élections européennes ont eu lieu fin juin, mais l'exécutif issu de ce scrutin n'est toujours pas en fonction. Il va falloir encore patienter jusqu'à la mi-novembre pour que les eurodéputés aient auditionné et approuvé les 27 commissaires désignés par leurs gouvernements en septembre, avant un vote pour introniser l'ensemble du collège fin novembre. Si tout va bien - c'est-à-dire s'il ne faut pas remplacer au débotté plusieurs commissaires retoqués -, la nouvelle

Commission, présidée par Ursula von der Leyen pour un second mandat, pourrait enfin prendre ses fonctions le 1^{er} décembre.

Ces lenteurs procédurales ne sont pas aussi inquiétantes que le flottement au Conseil européen, l'organe qui réunit les États membres. Le sommet des chefs d'État et de gouvernement à Bruxelles, ce jeudi, va exposer au grand jour les tensions sur l'immigration, l'absence de ligne commune sur le Proche-Orient, le blocage persistant par la Hongrie sur le soutien à l'Ukraine. Face à « l'implosion du Moyen-Orient », l'Europe reste un « simple spectateur », cingle Luigi Scazzieri, du think-tank britannique Centre for European Reform. Le ministre des Affaires étrangères et ancien premier ministre du Luxembourg Xavier Bettel a mis les pieds dans le plat, mardi : « Presque plus personne ne nous écoute. Nous n'avons pas de réponses. Nous sommes considérés comme de simples confettis sur la scène internationale. »

Autre domaine de prévarication : l'enjeu existentiel de la compétitivité de

l'UE face au décrochage économique croissant par rapport aux États-Unis et à la concurrence de plus en plus agressive de la Chine. Le diagnostic fait consensus : deux rapports alarmistes d'Enrico Letta et de Mario Draghi ont tiré le signal d'alarme cette année sur ces questions. Au lieu d'un sursaut, Bas Eickhout, coprésident des Verts au Parlement européen, constate un « manque d'urgence du Conseil, qui a reporté les discussions sur le sujet à novembre ».

Emmanuel Macron prévenait une nouvelle fois, lors d'un déplacement à

« Pour la première fois depuis le traité de Rome, la France et l'Allemagne sont simultanément affaiblies, sur le plan politique et économique. Cela a créé un vide à Bruxelles »

Bernard Guetta Eurodéputé Renew

Berlin au début du mois, que l'Europe n'avait plus que « deux ou trois ans » pour se ressaisir ; sa voix ne porte plus. À Berlin, la coalition au pouvoir est rongée par ses déchirements internes, instaurant une paralysie jusqu'aux élections de septembre 2025. Sans son moteur franco-allemand, l'Union européenne patine. « Pour la première fois depuis le traité de Rome, la France et l'Allemagne sont simultanément affaiblies, sur le plan politique et économique », analyse Bernard Guetta, eurodéputé Renew. Cela a créé un vide à Bruxelles, au moment même où l'UE a commencé à poser les jalons d'une Europe politique. »

Les dissensions sont nombreuses, comme sur le sujet crucial de l'avenir du secteur automobile européen. Le vote récent des Vingt-Sept en faveur de droits de douane sur les véhicules électriques chinois importés, au lieu d'une démonstration d'unité des Européens, a mis au jour le succès relatif des tentatives de Pékin pour les diviser. L'Allemagne a voté contre la mesure de protection, aux côtés de la Hongrie et de la Slovaquie, quand dix

États membres s'abstenaient, de peur de représailles.

Entre la Chine et les États-Unis, l'Europe est prise en étau. L'élection présidentielle américaine, dans moins de trois semaines, aura valeur de test. C'est « un mois décisif pour l'avenir de l'Europe », dramatise Raphaël Glucksmann, chef de la délégation socialiste au Parlement de Strasbourg. Selon lui, une nouvelle élection de Donald Trump pourrait entraîner « soit l'électrochoc qui nous redonne du nerf, soit l'affaissement » du continent. Pour Bernard Guetta, « quel que soit le résultat des élections américaines, l'Europe sera placée devant un tel défi qu'on va devoir le relever, sinon elle risquerait d'entrer dans une phase d'hibernation ». Et, si les États poids lourds de l'Europe restent neutralisés, cette mission de survie incombera à Ursula von der Leyen, dont le rôle de « présidente de l'Europe » risque de prendre encore plus d'ampleur. Une ambition dont elle a su faire la preuve ces dernières années, face à la crise du Covid et à l'agression russe en Ukraine. ■



La politique migratoire dure de Viktor Orban gagne du terrain dans l'UE

Des gardes-frontières hongrois patrouillent le long de la double barrière dressée sur la route des Balkans à la hauteur de Kelebia, en décembre 2022.

« **A** Budapest, les nationaux-conservateurs de Viktor Orban en ont la conviction : sur la question migratoire, ils sont empêchés par les élites en place, mais sont au diapason des Européens, et l'histoire leur donnera bientôt raison. « Le système européen actuel ne sera plus toléré longtemps. (...) Toute l'Europe est en train de changer. Il faudra juste encore un peu de temps avant qu'ils ne s'alignent sur notre politique antimigratoire », a déclaré vendredi dernier le chef du gouvernement sur la radio publique Kossuth. Le dirigeant magyar en veut pour preuve le tour de vis donné par les sociaux-démocrates en Allemagne, la récente victoire de son allié Geert Wilders aux législatives en Hollande, ou encore « le nouveau ministre de l'Intérieur français, qui est très en avance sur moi, même si je dis aussi des choses dures sur l'immigration ». La semaine dernière, il avait déjà

Albert Kornél Budapest

Malgré des mesures contestées et des relations houleuses avec les institutions européennes, la ligne du gouvernement hongrois est de plus en plus normalisée.

tressé des louanges à Bruno Retailleau devant des journalistes à Strasbourg.

La ligne hongroise est-elle en train de gagner en Europe? Viktor Marsai, directeur de l'Institut de recherche sur les migrations, préfère éviter de parler d'« orbanisation » de l'Europe, mais constate toutefois qu'« en 2015, au moment de la crise migratoire, la Hongrie était presque toute seule. Aujourd'hui, sa position devient de plus en plus mainstream. Même des pays libéraux comme la Suède et l'Allemagne sont en train de virer de bord. Les sociaux-démocrates en Allemagne ont par exemple renvoyé des immigrés afghans en avion vers Kaboul. »

Avant de pouvoir crier victoire, Viktor Orban a encore de nombreux conflits à résoudre avec la Commission européenne. Illustration de ces relations houleuses, le gouvernement hongrois et son chef menacé de plus en plus fréquemment d'affréter des bus de migrants pour les convoier jusque dans la capitale européenne, « en cadeau à

M^{me} von der Leyen ». La Hongrie veut se faire exempter du pacte sur la migration et l'asile adopté au printemps, qui durcit les conditions d'entrée sur le sol européen, mais qu'elle juge toujours trop laxiste. Budapest plaide pour des centres de tri des migrants dits « hotspots » en dehors du sol européen.

Bras de fer

Au mois de juin, la Cour européenne de justice a sanctionné les politiques d'immigration et d'asile de Budapest d'une amende faramineuse de 200 millions d'euros plus 1 million d'euros pour chaque jour de retard dans l'exécution d'un arrêt de la Cour de justice daté de décembre 2020. Le droit d'asile a été quasi aboli de facto par la Hongrie, au moyen de « hotspots » obligatoires à Kiev et à Belgrade. Quatre mois plus tard, le bras de fer se poursuit car le gouvernement hongrois refuse de payer l'amende.

En outre, le gouvernement hongrois réclame à l'Union européenne le rem-

boursement des 2,1 milliards que lui a coûté la lutte contre l'immigration clandestine le long de la frontière Schengen entre la Serbie et la Hongrie. Il s'agit notamment des clôtures grillagées et barbelées longues de 175 kilomètres érigées à l'été/automne 2015 sur la « route des Balkans ». L'efficacité de ce dispositif impressionnant - qui a fait de Viktor Orban un modèle jusqu'au sein des Républicains de Donald Trump - est contestée. Les migrants essaient parfois jusqu'à une dizaine de reprises de la franchir, mais finissent généralement par réussir, s'il le faut avec l'aide de gangs de passeurs, pour quelques centaines d'euros. Les nombreux véhicules abandonnés dans l'espace frontalier témoignent d'un intense trafic, impossible à quantifier. « Une barrière ne peut pas tout. Il faut aussi des ressources humaines pour la protéger et des obstacles législatifs. Mais, sans elle, protéger la frontière verte serait impossible », estime Viktor Marsai de l'Institut de recherche sur les migrations.

« Tant que le gouvernement Orban dirigera le pays, la Hongrie ne deviendra jamais un pays d'immigration et il n'y aura jamais de camp de migrants nulle part », a assuré Tamas Menczer, le directeur de la communication du Fidesz. Il est permis d'en douter. Premièrement, les travailleurs asiatiques sont recrutés à tour de bras pour compenser la pénurie de main-d'œuvre. Et deuxièmement, les villageois de Vinyéd, petite commune située à 15 km de l'Autriche, sont persuadés qu'un centre pour migrants est en train d'être construit en catimini. Furieux, le gouverneur social-démocrate (SPÖ) de la région autrichienne voisine du Burgenland, Hans Peter Doskozil, a menacé de fermer tous les passages frontaliers avec la Hongrie si cette dernière envisage de « faciliter le transport à grande échelle de réfugiés à travers la frontière verte vers l'Autriche ». Le Conseil européen va avoir du pain sur la planche pour harmoniser les positions. ■